



SYNTHÈSE – RAPPORT 2019 SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES ATTEINTES AUX DPI

Pourquoi les droits de propriété intellectuelle sont-ils importants, les atteintes aux DPI et la lutte contre la contrefaçon et le piratage



EUIPO
OFFICE DE L'UNION EUROPÉENNE
POUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

www.euiipo.europa.eu

Le présent rapport rassemble les conclusions des recherches menées ces dernières années par l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), par l'intermédiaire de l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle (l'Observatoire), sur l'étendue, la portée et les conséquences économiques des atteintes aux droits de propriété intellectuelle (DPI) au sein de l'Union européenne. Les éléments de preuve concernant la valeur économique des DPI dans l'économie de l'UE, la mesure dans laquelle cette valeur est exploitée, les mécanismes d'infraction utilisés pour tenir compte de cette valeur et les mesures prises pour répondre à ces défis sont présentés et examinés.

Dans le cadre d'une étude menée conjointement avec l'Office européen des brevets (OEB), l'EUIPO a conclu que la contribution totale des secteurs qui font un usage intensif des DPI à l'économie de l'UE représente approximativement 42 % du PIB (5 700 milliards d'EUR) et 28 % de l'emploi (ainsi que 10 % supplémentaires si l'on tient compte des conséquences indirectes de l'emploi dans les secteurs qui ne font pas un usage intensif des DPI). Ces secteurs génèrent également un excédent commercial d'environ 96 milliards d'EUR avec le reste du monde et offrent à leurs travailleurs des salaires plus élevés de 46 % que les autres secteurs.

En raison de la valeur élevée associée aux DPI, l'atteinte à ces droits est une activité criminelle lucrative, qui engendre des coûts importants pour les titulaires des droits et pour l'économie en général.

Selon des estimations, dans le cadre d'une étude menée en 2019 par l'EUIPO et l'OCDE, les atteintes aux DPI au sein du commerce international en 2016 pourraient s'élever à pas moins de 3,3 % du commerce mondial. Jusqu'à 6,8 % des importations de l'UE, soit 121 milliards d'EUR par an, sont des contrefaçons. Ces deux séries de chiffres sont nettement plus élevées que celles publiées en 2016 dans une étude menée par les deux organisations, ce qui indique que le problème s'est encore aggravé ces dernières années.

Dans une série d'études sectorielles, l'EUIPO a évalué les ventes perdues du fait de la contrefaçon dans 11 secteurs de l'UE (directement dans les secteurs analysés et tout au long de leur chaîne d'approvisionnement associée). Ces pertes se sont élevées à plus de 92 milliards d'EUR par an au cours de la période 2012-2016.

L'association d'une valeur élevée, de peines légères et de retours sur investissement importants incitent les associations de malfaiteurs à s'engager dans des activités de contrefaçon. Le mode opératoire de ces associations devient de plus en plus complexe en raison de l'évolution de la technologie et des canaux de distribution, ainsi que de l'étendue des contrefaçons.

Les modèles économiques adoptés par les contrefacteurs utilisent abondamment l'internet pour distribuer les contrefaçons et pour promouvoir la distribution et la consommation de contenu numérique illégal. Les sites internet de vente de contrefaçons perçoivent des revenus publicitaires supplémentaires grâce, à la fois, aux publicités à «haut risque» (pour adultes, jeux d'argent et logiciels malveillants) et, paradoxalement, aussi grâce aux marques officielles, qui subissent ensuite deux types de conséquences dues à leurs publicités sur ces sites (préjudice pour leur propre marque et crédibilité accordée au site d'hébergement).

En plus d'avoir analysé l'offre de contrefaçons et de contenu pirate, l'EUIPO s'est également penché sur la demande, à savoir les comportements des citoyens de l'UE envers les DPI et leur propension à consommer des produits et services portant atteinte aux DPI. Plusieurs facteurs incitent les consommateurs à acheter des produits contrefaits et à accéder illégalement à du contenu protégé par un droit d'auteur, notamment des prix moins élevés, une accessibilité aisée et un faible degré de stigmatisation sociale par rapport à ces activités.

En réponse à ces développements, l'EUIPO, conjointement avec des partenaires publics et privés, mène et soutient un certain nombre d'initiatives pour faire face à ces défis. Celles-ci comprennent la fourniture aux titulaires de droits d'informations relatives au paysage changeant dans le domaine des atteintes aux DPI, la collaboration avec Europol sur des réponses plus larges à la criminalité liée à la PI, notamment en participant au financement d'une unité spécialisée en criminalité liée à la PI au sein d'Europol, le soutien aux efforts de la Commission européenne pour appréhender l'offre de contrefaçons dans des pays tiers, l'aide aux petites et moyennes entreprises (PME) à protéger leurs DPI, et la fourniture aux citoyens d'informations sur la disponibilité de contenu numérique légalement accessible et sur les conséquences économiques et sociales découlant de l'achat de contrefaçons ou de l'accès illégal à du contenu numérique.

